



# ACTUALITÉ 14 - 2015

# COMMUNIQUÉ

## CONSEIL FÉDÉRAL DU 15 SEPTEMBRE

### *L'action, c'est maintenant !*

Le Conseil Fédéral, regroupant l'ensemble des syndicats nationaux de la Fédération des Finances Force Ouvrière, s'est réuni à Paris le 15 Septembre 2015.

La situation générale du pays et le contexte social dans toutes les directions des ministères économiques, financiers et industriels, mais également dans le secteur semi-public, ont fait l'objet d'un large débat.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** se félicite des résultats électoraux obtenus par l'ensemble des listes **FO** présentées aux élections professionnelles, tant en décembre 2014 dans les directions de Bercy que dans les établissements du secteur semi-public ces derniers mois.

Ces résultats démontrent que les revendications de l'organisation Force Ouvrière sont en phase avec les attentes des salariés du privé et du public.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** condamne la politique budgétaire d'austérité, qui ne permet pas de relancer la croissance économique et d'endiguer la hausse du nombre de chômeurs.

Dans cet environnement, la réforme du Code du travail fragilisera encore un peu plus les droits des salariés. Cette politique constitue un véritable danger économique, social et démocratique pour notre pays.

### **Face aux nouveaux enjeux : des moyens !**

Pour le Conseil Fédéral **FO Finances**, il est inacceptable que le gouvernement poursuive la politique de baisse des effectifs et des crédits dans les directions de Bercy.

Dans une période de « *guerre contre le terrorisme* », l'État doit mettre en adéquation ses discours et ses actes, notamment pour les agents exerçant des missions de sécurité, de sûreté ou de contrôles sur des sites industriels sensibles.

Il en est de même, pour les directions financières et fiscales en charge des luttes contre les circuits économiques frauduleux qui peuvent aussi, dans certains cas, déboucher sur le financement du terrorisme.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** dénonce le double discours de nos ministres qui affichent leur volonté d'améliorer les rentrées budgétaires permettant de résorber les déficits publics, et dans le même temps ne cessent de supprimer les emplois des agents qui exercent ces missions.

Il condamne avec la plus grande fermeté les 2548 nouvelles suppressions d'emplois, envisagées dans le PLF 2016, qui se rajouteraient aux plus de 10 000 depuis juin 2012.

Avec un taux de recouvrement de 98% et près de 66% de contribuables mensualisés, la mise en place de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu est un artifice, pour mieux anticiper le projet de fusion IR/CSG, que le Conseil Fédéral **FO Finances** rejette.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** réitère sa demande d'une véritable réforme fiscale qui permettra plus de justice et d'égalité entre les citoyens.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** condamne toutes les restructurations qui ont un but commun : justifier la poursuite des suppressions d'emplois et des fermetures de services, au détriment de la qualité du service public rendu aux citoyens.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** exige sans délai la publication de la cartographie des restructurations à venir dans toutes les directions de Bercy, jusqu'ici volontairement cachée sur ordre ministériel.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** rappelle la primauté de la consultation des Comités Techniques et le rôle important des CHSCT dans cette période de restructurations, de dégradations des conditions de travail, de la montée de la souffrance au travail. Il condamne les détournements de procédure commis par les directions.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** réaffirme le caractère prioritaire des missions et des emplois dans les ministères économiques, financiers et industriels pour le redressement des finances publiques de l'État et la sécurité des citoyens !

## **Halte aux réformes destructrices d'emplois !**

Le Conseil Fédéral **FO Finances** rappelle son opposition à la réforme territoriale. Elle éloigne le service public des usagers et tend à différencier les droits des citoyens selon leurs régions, au plus grand mépris du principe d'égalité républicaine.

Cette réforme a pour conséquence de poursuivre la désorganisation des services de l'État, dont certains sont déjà largement démantelés par les précédentes réformes (RGPP, Réate, MAP).

Le Conseil Fédéral **FO Finances** dénonce le mensonge gouvernemental sur le prétendu maintien de tous les services régionaux dans les années à venir.

Les transferts géographiques et fonctionnels de plusieurs milliers d'agents dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne sont que le prélude à une vaste restructuration, avec pour principal objectif, de supprimer encore et toujours des emplois publics.

Au travers de la « charte de déconcentration », le Conseil Fédéral **FO Finances** constate que les ministères, dont ceux de Bercy, n'ont plus la maîtrise de l'organisation de leurs services, rôle dévolu aujourd'hui aux préfets.

Comme Force Ouvrière le dénonce, c'est une dérive vers « *la République des territoires* », où chaque citoyen n'a plus les mêmes droits d'accès au service public.

## **Pour une reconnaissance de l'investissement professionnel des agents**

Le Conseil Fédéral **FO Finances** condamne la politique d'austérité salariale menée depuis plusieurs années et exige la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice, élément central et prioritaire du traitement.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** considère que les propositions formulées par la Ministre de la Fonction Publique dans le cadre de la négociation sur « les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations », ne sont pas à ce jour à la hauteur des attentes des personnels.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** demande la non application du RIFSEEP à l'ensemble des corps des agents gérés par les ministères économiques et financiers.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** revendique une revalorisation immédiate des frais de déplacement, inchangés, si ce n'est de façon marginale, depuis 2008.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** condamne la baisse ininterrompue des promotions internes (-70% depuis 2012) et exige un plan exceptionnel à la hauteur de l'investissement professionnel et de la technicité croissante des agents.

Il revendique la transformation de la prime collective de performance en une revalorisation uniforme de l'Indemnité Mensuelle de Technicité (IMT), pour l'ensemble des agents.

Le Conseil Fédéral **FO Finances** condamne les amputations des crédits d'action sociale. Dans une période où les besoins des personnels sont criants, il en demande la légitime revalorisation.

## Le dialogue social en berne

Le Conseil Fédéral **FO Finances** dénonce la décision ministérielle prise en juin de réduire les droits syndicaux dans les directions de Bercy, portant un coup sévère à la démocratie sociale.

Comme FO l'a annoncé dès sa publication, la loi dite de « *renovation du dialogue social* » n'a pas permis une amélioration de celui-ci à Bercy et encore moins ouvert de nouveaux espaces de négociation.

Pour le Conseil Fédéral **FO Finances**, le dialogue social ne peut se résumer à décliner un cadrage interministériel, à discuter d'un agenda social et à échafauder une méthode de concertation.

La spécificité des missions économiques, financières et industrielles, et la haute technicité des agents qui les accomplissent, nécessitent une approche « ministériel », qui doit demeurer et être reconnue.

Pour en finir avec cette politique d'austérité et pour faire aboutir les légitimes revendications des personnels, le Conseil Fédéral appelle les agents à rejoindre le syndicat libre et indépendant Force Ouvrière.

**Le Conseil Fédéral **FO Finances** soutient d'ores et déjà toutes les actions des personnels dans les directions des ministères économiques et financiers et dans les établissements du secteur semi-public.**

**Le Conseil Fédéral **FO Finances** mandate le Bureau Fédéral pour coordonner le rapport de forces, soutenir ou initier toute action nécessaire à l'aboutissement des légitimes revendications des personnels.**

**A ce titre, il appelle, dès aujourd'hui, à une amplification des mobilisations afin de préparer un mouvement d'ampleur aux Finances.**